

Frédéric Landy  
19 janvier 2006

## La mondialité sera-t-elle indienne ?

Frédéric Landy est Maître de conférences à l'Université Paris X Nanterre (Géotropiques) et membre de l'Institut Universitaire de France. Il est l'auteur de *L'union indienne* (Ed. du Temps, 2002) et d'*Agriculture et alimentation en Inde* (INRA Ed., 2002).

La mondialisation apparaît couramment comme un processus d'occidentalisation, voire d'américanisation. Aux chercheurs de nuancer une telle approche, et de mettre en évidence les éventuelles résistances et réactions locales. Au simple honnête homme de remarquer qu'en bon français, le suffixe de « mondialisa-*tion* » exprime un processus en cours, et non une action aboutie. La fin de la mondialisation, c'est la mondialité. Si la mondialisation est jusqu'ici occidentale, de quoi sera faite la mondialité ? On évoque la puissance chinoise, mais il ne faudrait pas oublier l'Inde. Et si la mondialité était indienne ?

Une année comme 2004 avait commencé pour le pays avec l'annonce d'excellents taux de croissance et d'une place grandissante sur le marché mondial de l'informatique. Elle s'est finie avec le tsunami, dont l'horreur colportée par les médias a replongé l'Inde du côté de tous les clichés de la misère. N'est-ce pas le propre des pays dits « émergents » de jouer les Janus et de présenter deux faces tour à tour, celle de la richesse et celle de la pauvreté ?

**Le cas du tsunami** l'illustre bien. De France nous a été surtout montrée la face pauvre de l'Inde, dans la situation classique d'une catastrophe « naturelle » dont les conséquences sont aggravées par le sous-développement. Il n'empêche. Comme à son habitude, l'Inde s'est jugée capable de refuser toute aide extérieure pour les secours d'urgence. Surtout, elle a pu montrer des moyens impressionnants par son rayonnement régional. Des navires transportant vivres et équipes militaires étaient en route vers Sri Lanka et les Maldives quelques heures après les appels au secours. L'Inde promettait 25 millions de dollars d'aide à Sri Lanka quand les Etats-Unis n'offraient encore à toute la région que 35 millions. Elle fit partie de l'éphémère « groupe central » de gestion de la crise, avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie. La voilà donc traitée « comme une grande », à l'heure où les pressions qu'elle exerce pour devenir membre permanent du Conseil de Sécurité semblent de moins en moins faciles à ne pas entendre.

### Le bureau du monde

Si la Chine peut paraître un colosse aux pieds d'argile en raison d'une croissance trop brutale, on peut se demander si l'Inde n'est pas comparable à un jeune en période de croissance pré-adolescente : ses vêtements sont encore fort étroits (0,7 % du commerce mondial, 127ème indice de développement humain en 2004), mais ils pourraient bien craquer rapidement. La croissance du PIB semble désormais à un taux de 7 à 8 %, et ce même en cas de mauvaise mousson. On est encore loin de la vitesse chinoise, mais l'Inde aime à se comparer moins aux tigres asiatiques qu'à l'éléphant. Elle a pour elle la stabilité (et la lourdeur) de la démocratie, d'assises juridiques solides, de lois sociales peu respectées mais qui existent néanmoins. Les services représentent 56 % du PIB indien en 2004, ce qui est à peu près la proportion de

l'industrie dans le PIB chinois. La Chine est peut-être déjà l'atelier du monde, mais l'Inde veut en être le bureau.

Dès lors, à Gurgaon dans la banlieue méridionale de Delhi, à Bandra dans la banlieue nord de Mumbai, les tours de verre s'élèvent, centres d'affaires, *malls* à l'américaine, rattrapant en quelques années le « retard » architectural qu'avaient pris les mégapoles indiennes. L'Inde compte désormais pour 24 % des services informatiques *off-shore* dans le monde (2002). Les grincheux souligneront que ce chiffre inclut aussi des services comme ceux des centres d'appel, fort éloignés en soi d'industries à forte valeur ajoutée. On ajoutera de même que l'ensemble dépasse à peine 3 % du PIB national, et demeure largement déconnecté d'une économie où les agriculteurs font plus de 55 % des actifs. Grande est aussi la dépendance envers l'étranger : à Bangalore, capitale de l'informatique indienne, la moitié des sociétés récentes fondées dans l'industrie de l'information ont des capitaux d'émigrés, « Indiens non résidents » (NRI) qui pour la plupart vivent aux Etats-Unis. Il n'empêche qu'en 2001, 212 entreprises indiennes de logiciels avaient implanté 509 succursales ou filiales à l'étranger, pour moitié aux Etats-Unis. Les liens entre Amérique et Inde - et au delà, jusqu'à l'Asie du Sud-Est où la diaspora est implantée - permettent de denses relations inter- ou intra-entreprises, où les liens ethniques, familiaux, régionaux, s'ajoutent à des intérêts économiques et financiers bien compris.

**Aux pieds des gratte-ciels, les bidonvilles :** des huttes abritant souvent les ouvriers qui construisent ces tours, et qui n'ont d'autre logement, sinon un village éloigné. Le choc des paysages urbains reflète des contrastes sociaux qui demeureraient masqués il y a encore quelques années. La richesse marche désormais à visage découvert. 23 % des citadins vivent en habitat précaire (*slums*) : ce ne sont pas forcément des bidonvilles au sens propre, mais du moins de l'habitat illégal, toujours sous la menace d'un bulldozer pouvant être envoyé par les pouvoirs publics. Aux habitants de s'en prémunir en payant des pots-de-vin, et en se mettant sous la protection d'un caïd local. La faillite de la politique du logement a pour corollaire précarité et criminalité.

Tous les services publics se trouvent en fait dans un état déplorable. Des années d'économie semi-socialiste où l'Etat, qui avait les yeux plus gros que le ventre, se réservait des secteurs entiers de l'économie alors qu'il n'avait pas les moyens d'y investir suffisamment, ont été suivies par la libéralisation actuelle : retrait des pouvoirs publics, privatisations, ou du moins partenariats avec le privé et la « société civile ». Mais ce n'est pas le secteur privé qui va intégrer les quartiers non rentables. Bangalore a sa croissance économique menacée d'asphyxie par la faillite des infrastructures en routes ou électricité. Des quartiers huppés de Hyderabad ont de l'eau une heure tous les deux jours. Le trafic automobile augmente de 20 % par an dans les mégapoles, étouffées par les embouteillages. Quant aux infrastructures de santé et d'éducation, maillon faible de l'Inde dans son duel avec la Chine, elles ne s'améliorent que grâce aux capitaux privés. Des services statistiques se proposent de classer automatiquement sous le seuil de pauvreté tout ménage qui envoie ses enfants à l'école publique...

**La toile d'araignée des réseaux sociaux** est alors le seul mode de survie quand on est pauvre. Pour accéder aux services, fussent-ils gratuits officiellement, il faut « connaître quelqu'un » : l' élu local, dont le pouvoir augmente depuis la politique de décentralisation, le député, le responsable de l'association de quartier, ou de l'association de caste, ou un membre de parti. C'est par lui qu'on va pouvoir recevoir la carte d'alimentation qui donne droit à du grain et du pétrole subventionnés, c'est par lui qu'on va obtenir le raccordement à l'électricité.

La « plus grande démocratie du monde » fonctionne à coups de passe-droits, favoritisme et prévarication.

**Et pourtant...** Pourtant, la mondialité pourrait être indienne, au moins partiellement. Car c'est de sa culture que provient la force majeure de l'Inde. Voilà plus d'un milliard d'habitants dont seulement sans doute 5 % parlent convenablement l'anglais ; une petite moitié parle hindi, et les autres toutes sortes de langues indiennes, la plupart ayant leur propre alphabet. Une culture d'une richesse millénaire, dans les sciences, les arts, la philosophie, à laquelle on continue de se référer, et même de plus en plus comme dans le cas de la médecine ayurvédique ou du yoga. La plupart des Indiens ne sont qu'effleurés par la mondialisation culturelle. Les riches ont un téléphone portable, mais ils choisiront eux mêmes le conjoint de leur enfant, et au sein de leur caste. Les pauvres vont peut-être voir *Spiderman* au cinéma, mais préfèrent se précipiter à un succès de « Bollywood » comme *Dil ne jise apna kaha*. L'Inde est trop vaste démographiquement pour ne pas résister culturellement. Conjonction de sa richesse culturelle et de sa masse démographique, ce que l'on pourrait appeler sa « densité culturelle » explique son faible potentiel de pénétration. Il lui suffira d'atteindre un niveau de développement suffisant pour pouvoir non seulement résister à la culture occidentale, mais aussi partir à son tour à la conquête du monde. Déjà des films de Bollywood ont l'essentiel de leur chiffre d'affaires réalisé à l'exportation. Mais alors... Le cinéma, l'exportation de produits culturels... cela ne nous rappelle-t-il pas quelque chose ? Si l'Inde a peut-être course perdue dans sa rivalité industrielle avec la Chine et les grandes puissances, elle a beaucoup d'atouts en main pour rivaliser avec les Etats-Unis sur un terrain crucial : la mondialisation culturelle. La Chine, aussi peu pénétrable, a moins de force de frappe à l'exportation dans ce domaine. Parions. Si l'Inde et le Pakistan ne se font pas la guerre, si ses démons communautaristes intérieurs ne prennent pas le dessus, alors, avant 2050, quand sa population aura dépassé celle de la Chine, il y aura dans le monde trois aires culturelles : l'étatsunienne, la chinoise - et l'indienne.

Frédéric Landy